

Mlle MacDonald: Allez dire cela à ceux qui ont perdu leur maison.

M. Cosgrove: ... selon lequel le gouvernement subventionne les logements de ce genre en rabaisant le taux d'intérêt actuel à 2 p. 100, ce qui aide ...

M. Baker (Nepean-Carleton): Allez dire cela à vos créanciers hypothécaires.

M. Cosgrove: ... les gens comme les personnes âgées, les handicapés et les autres catégories de citoyens qui ont des besoins particuliers. Je suis heureux de dire que les 5,000 nouvelles unités autorisées l'année dernière ont été construites et commencent à être offertes sur le marché. Je vous dirai que ces logements arrivent sur le marché à une époque où les gens à faible revenu ou appartenant à ces catégories spéciales éprouvent malheureusement plus de difficulté à obtenir un logement.

Une voix: Assez!

M. Cosgrove: Je pense que cette initiative gouvernementale était opportune et qu'elle aide ceux qui en ont besoin.

Des voix: Bravo!

* * *

LE LOGEMENT

LES INVESTISSEMENTS DE CANADIENS AUX ÉTATS-UNIS

M. Bill Clarke (Vancouver Quadra): Madame le Président, de toute évidence, la période des questions ne suffirait pas au ministre pour tenter d'expliquer le méli-mélo des propositions gouvernementales, qui constituent une intervention dans le domaine de l'habitation. Je voudrais lui poser la question supplémentaire suivante. Peut-il assurer aux Canadiens que son gouvernement cessera d'intervenir dans l'industrie de la construction domiciliaire, afin que tous les spécialistes canadiens, qui investissent des millions de dollars aux États-Unis en vue de fournir des logements aux Américains, puissent revenir travailler au Canada dans l'intérêt des Canadiens?

Des voix: Bravo!

L'hon. Paul J. Cosgrove (ministre des Travaux publics): D'après sa question, j'en déduis que l'intervention dont parle le député a trait à la question de l'offre. J'ai parlé de l'accessibilité et je n'ai aucune excuse à faire au sujet de l'aide accordée par le gouvernement actuel aux personnes dans le besoin. S'il s'agit d'une intervention dans l'économie, j'y souscris, tout comme le gouvernement actuel y souscrit.

Des voix: Bravo!

M. Cosgrove: Quant à l'offre, le député sait que le gouvernement est intervenu, je présume, dans le budget en rétablissant l'allocation du coût en capital pour accroître modestement le nombre de logements. Là encore, je ne m'en excuse nullement. J'ai reçu des mémoires de bien des gens et de nombreux députés de l'opposition qui me demandaient précisément d'agir ainsi.

Questions orales

LES MESURES REQUISES POUR FAIRE BAISSER LES TAUX HYPOTHÉCAIRES

M. Edward Broadbent (Oshawa): Madame le Président, je voudrais poser une question au premier ministre. Le ministre chargé du logement est très fier d'une situation qui est, de toute évidence, catastrophique pour le Canadien moyen. Aujourd'hui, même avant que le taux d'escompte atteigne un sommet de 19 p. 100 ...

M. Nielsen: 19.06.

M. Broadbent: ... il faudrait un revenu familial moyen de \$47,000 pour acheter une maison ordinaire. Cela signifie que pour la première fois depuis la dépression, 90 p. 100 des familles canadiennes ont perdu l'espoir de pouvoir s'acheter une maison, ce qui est pourtant naturel.

Voici la question que je veux poser au premier ministre: pourquoi le gouvernement ne prend-il pas des mesures radicales pour faire baisser les taux hypothécaires, afin de permettre à la famille moyenne de s'acheter une maison?

● (1425)

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, le ministre des Finances en a parlé à maintes reprises. J'en ai parlé également la semaine dernière lorsque le député a proposé d'intervenir énergiquement pour faire baisser les taux hypothécaires. Il sait que pour cela, il faudrait accorder des subventions considérables à toutes les personnes en cause, ce qui entraînerait des dépenses supplémentaires qui feraient augmenter les déficits, provoquant ainsi une recrudescence de l'inflation. Une autre solution consisterait à contrôler les changes, madame le Président, mais les néo-démocrates n'ont, à ma connaissance, jamais préconisé une telle solution, même dans leurs propositions les plus aberrantes.

ON DEMANDE AU GOUVERNEMENT D'OBLIGER LES BANQUES À BAISSER LES TAUX D'INTÉRÊT

M. Edward Broadbent (Oshawa): Madame le Président, le premier ministre a énoncé deux possibilités, et j'y reviendrai plus tard au cours du débat d'aujourd'hui. Il existe cependant une troisième possibilité dont le premier ministre n'a pas parlé, à savoir les banques et la loi sur les banques. Comme les profits des banques ont marqué une hausse de 60 p. 100 au cours du premier trimestre de l'année en cours par rapport aux profits sans précédent de l'an dernier, et comme les banques constituent une institution qui profite plus que toute autre des taux élevés d'intérêt, pourquoi le gouvernement du premier ministre ne prend-il pas de mesures directes pour forcer les banques à offrir des prêts hypothécaires à un taux inférieur et, par conséquent, à réduire quelque peu leurs profits dans un but social?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Madame le Président, le chef du Nouveau parti démocratique traitera peut-être de cette question plus tard aujourd'hui, et nous serons intéressés à connaître son opinion, mais il devrait tenir compte de ce que le ministre a répondu à exactement la même question il y a deux semaines en disant qu'en effet les profits bancaires avaient augmenté énormément au cours des deux derniers trimestres mais qu'on ne pouvait en dire autant pour la période qui l'avait précédée ...